

Le conseil du territoire PARIS TERRES D'ENVOL

Siège

Boulevard de l'Hôtel de ville 93600 Aulnay-sous-Bois
(Seine Saint-Denis)

REPUBLIQUE FRANCAISE

REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL DE TERRITOIRE

Nombre de membres en exercice : 79

Présents : 54

Excusés : 19

Absents : 6

REUNION DU 3 AVRIL 2023

Le président certifie, sous sa responsabilité,
le caractère exécutoire du présent acte
(conformément à l'article L2131-1 du CGCT)
Affiché le :

L'an DEUX MILLE VINGT-TROIS, le LUNDI TROIS AVRIL à VINGT HEURES, le conseil de territoire, dûment convoqué le VINGT-HUIT MARS DEUX MILLE VINGT-TROIS, s'est réuni, à Aulnay-sous-Bois, Espace Antoine de Saint-Exupéry (anciennement Pierre Peugeot), 1 boulevard André Citroën, sous la présidence de monsieur Bruno BESCHIZZA.

ETAIENT
PRESENTS

Mme ADLANI Farida, M. BAILLON Jean-François, Mme BELMOUDEN Fatima, M. BELOUCHAT Rachid, M. BESCHIZZA Bruno, M. BLANCHET Stéphane, M. BORSALI Jean-Baptiste, Mme BRAIHIM Marwa, M. CAHENZLI Denis, M. CANNAROZZO Frank, M. CARRE Julien, M. CHANTRELLE Laurent, M. CHAUSSAT Jacques, M. CHAVAROC Grégory, M. CHERIGUENE Abdelouaheb, Mme COLLET Marie-Claude, M. DACHIVILLE Romain, Mme de CARVALHO Virginie, Mme DELMONT-KOROPOULIS Annie, Mme DUBOE Nicole, M. FERREIRA Lino, M. GESELL Quentin, M. GUYON Olivier, Mme LAGARDE Aude, Mme LANCHAS-VICENTE Karine, M. LAPORTE Pierre, Mme LEFEVRE Bénédicte, Mme MABCHOUR Najet, Mme MABIRE-LOISON Myriam, M. MANGIN Anthony, M. MARAN Max, Mme MAROUN Séverine, M. MARQUES Paulo, Mme MEKKI Chérifa, Mme MENDES Odette, Mme MEYER Karine, M. MIGNOT Didier, M. MILLARD Jean-Luc, Mme MISSOUR Sabrina, Mme MOREAU Chantal, M. MORIN Sébastien, M. MOULINNEUF Serge, Mme PINHEIRO Amélie, M. PRUNIER Gérard, M. RAMADIER Alain, M. RANQUET Jean-Philippe, Mme ROLAND IRI BERRY Nelly, Mme SAGO Aïssa, M. TURBIAN Julien, Mme VALLETON Martine, Mme VERTE Monique, Mme YOUSSEF Mélissa, M. ZANGRILLI François.

EXCUSES

M. ASENSI François, M. ATTIORI Olivier, Mme BENAMMOUR Mérim, M. BOUMEDJANE Karim, Mme BOUR Patricia, Mme BOUTHORS Jacqueline, Mme DA COSTA Marie-Lyne, M. EL KOURADI Fouad, Mme FAOUZI Hanane, M. GEFFROY Philippe, M. HAN Bo, Mme HERSEMEULE Carmen, Mme JAOUANI Amel, M. JIAR Youssef, M. LASTAPIS Michel, Mme LEMARCHAND Brigitte, Mme PERRON Christine, M. SAULIERE Gilles, M. SIBY Oussouf,

AYANT
DONNE
POUVOIR A

Mme de CARVALHO Virginie, M. MORIN Sébastien, M. BAILLON Jean-François, M. CARRE Julien, Mme LEFEVRE Bénédicte, M. MILLARD Jean-Luc, M. BORSALI Jean-Baptiste, Mme MAROUN Séverine, M. MANGIN Anthony, M. BESCHIZZA Bruno, M. RANQUET Jean-Philippe, M. VAZ Micaël, M. GUYON Olivier, M. MARAN Max, Mme MENDES Odette, Mme MEYER Karine, Mme VERTE Monique, M. DACHIVILLE Romain, M. BELOUCHAT Rachid,

ABSENTS

Mme ABDELLAOUI Leïla, M. DESRUMAUX Denis, Mme KHATIM Karima, Mme LAGNEAU Muriel, M. MEIGNEN Thierry, Mme YERRO Georges-Marie.

SECRETAIRE
DE SEANCE

Mme Marie-Claude COLLET

DELIBERATION N°42 – URBANISME – PRESCRIPTION DE LA REVISION ALLEE N°1 DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) DE LA COMMUNE DE TREMBLAY-EN-FRANCE – DEFINITION DES OBJECTIFS POURSUIVIS ET DES MODALITES DE CONCERTATION

Le conseil de territoire,

Après avoir entendu l'exposé de monsieur Olivier GUYON,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.5219-5 ;

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L153-11, L.153-33, L.153-34, L.103-2 et suivants ;

Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République et création, dans le périmètre de la Métropole du Grand Paris, au 1er janvier 2016, des établissements publics de coopération intercommunale dénommés établissements publics territoriaux (EPT) et qui prévoit que ces derniers sont compétents en matière de PLU ;

Vu la loi n°2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets ;

Vu le plan local d'urbanisme de Tremblay-en-France approuvé par délibération n°11-101 du conseil municipal le 30 mai 2011 ;

Vu la modification n°1 approuvée par délibération n°13-148 du conseil municipal le 19 septembre 2013 ;

Vu la modification simplifiée n°1 approuvée par la délibération n°2014-232 du conseil municipal le 18 septembre 2014;

Vu les modifications simplifiées n°2 et n°3 par les délibérations n°2015-137 et n°2015-138 du conseil municipal le 25 juin 2015 ;

Vu la déclaration de projet n°1 emportant mise en compatibilité du PLU approuvée par délibération n°118 du Conseil de territoire le 3 octobre 2016 ;

Accusé de réception en préfecture
093-200058097-20230403-42-03-04-2023-DE
Date de télétransmission : 07/04/2023
Date de réception préfecture : 07/04/2023

Vu la mise en compatibilité à la suite du décret ministériel n°2017-186 du 14 février 2017 déclarant d'utilité publique et urgents les travaux nécessaires à la réalisation du tronçon de métro automatique du réseau de transport public du Grand Paris reliant les gares du Bourget RER au Mesnil-Amelot, et correspondant à la ligne 17 Nord ;

Vu les modifications simplifiées n°4 et n°5 approuvées par les délibérations n°22 et n°23bis du Conseil de territoire le 20 mars 2017 ;

Vu la modification simplifiée n°6, approuvée par délibération n°94 du conseil de territoire le 3 juillet 2017 ;

Vu la modification simplifiée n°7, approuvée par délibération n°13 du conseil de territoire le 9 avril 2018 ;

Vu la modification simplifiée n°8, approuvée par délibération n°10 du conseil de territoire le 1er mars 2021 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2021-0790 du 30 mars 2021 déclarant d'utilité publique le projet de réalisation de la maison d'arrêt de la Seine-Saint-Denis et emportant mise en compatibilité du PLU de la commune de Tremblay-en-France ;

Vu la mise à jour n°1 par l'arrêté n°2021-015 du conseil de territoire le 28 octobre 2021 ;

Vu l'arrêté n°2022-018 du 4 août 2022 de Paris Terres d'Envol portant engagement de la procédure de modification de droit commun n°2 du PLU de Tremblay-en-France ;

Vu la délibération n°136 du conseil du territoire de l'EPT Paris Terres d'Envol du 7 décembre 2020 prescrivant l'élaboration du plan local d'urbanisme intercommunal de l'EPT Paris Terres d'Envol et la délibération n°03 du 13 février 2023 actant du débat sur le PADD du PLUi ;

Considérant que la ligne 17 Nord du réseau de transport public du Grand Paris doit s'implanter sur la Ville de Tremblay-en-France et que le projet sur la commune sera composé notamment d'un viaduc, d'une tranchée ouverte et couverte, d'un tunnel et de plusieurs ouvrages annexes.

Considérant que l'emplacement de certains ouvrages de la ligne 17, et des travaux qui y sont liés, ont évolué depuis le décret ministériel du 14 février 2017 déclarant d'utilité publique et urgents les travaux nécessaires à la réalisation du tronçon de métro automatique du réseau de transport public du Grand Paris reliant les gares du Bourget RER au Mesnil-Amelot, et correspondant à la ligne 17 Nord.

Considérant que la Société du Grand Paris a sollicité l'EPT et la commune de Tremblay-en-France afin de prendre en compte ces évolutions et de procéder à des ajustements du PLU, les travaux devant débuter avant l'entrée en vigueur du PLUi, prévue fin 2024.

Considérant que l'ouvrage annexe 3701 – Plâtrières est situé dans un secteur de jardin du PLU, près du cimetière et du chemin des Plâtrières, que cette configuration résulte du déplacement de l'ouvrage depuis la DUP de la ligne 17 Nord, et que les règles relatives à ce secteur de protection ne permettent pas l'implantation de l'ouvrage.

Considérant qu'une portion en viaduc et en tranchée ouverte/couverte s'implante sur une partie d'un secteur de parc du PLU, à proximité de la RD88 et du chemin des Saints-Pères, que cette configuration résulte d'une modification de l'ouvrage depuis la DUP de la ligne 17 Nord, et que les règles relatives à ce secteur de protection ne permettent pas l'implantation de l'ouvrage.

Considérant la nécessité de procéder à des évolutions du PLU afin de prendre en compte ces évolutions et ainsi de permettre l'arrivée de la ligne 17.

Considérant que les évolutions projetées ont uniquement pour objet de réduire une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, sans qu'il soit porté atteinte aux orientations définies par le Plan d'aménagement et de développement durables (PADD) du PLU de Tremblay-en-France.

Considérant que ces évolutions relèvent donc d'une procédure de révision, dite « allégée », au titre l'article L.153-34 du Code de l'Urbanisme.

Considérant que le projet de révision arrêté fera l'objet d'un examen conjoint de l'Etat, de l'établissement public territorial, du Maire de Tremblay-en-France et des personnes publiques associées mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9.

Après avoir délibéré,

- **Décide** de prescrire la révision allégée n°1 du PLU de Tremblay-en-France avec pour objectifs :
 - de permettre la réalisation de la ligne 17 Nord sur le territoire communal ;
 - de modifier les règles et périmètres relatifs aux secteurs de protection des parcs et des jardins lorsque cela est strictement nécessaire à la réalisation des ouvrages de la ligne 17 Nord.
- **Fixe** les modalités de concertations suivantes, conformément aux articles L.103-2 et suivants du code de l'urbanisme :
 - Il sera procédé à une concertation sur le projet de révision allégée n°1 permettant d'associer pendant toute la durée de l'élaboration du projet, les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées.
 - Les éléments élaborés au fur et à mesure de la procédure seront mis à disposition pendant toute la durée de la procédure :
 - A l'accueil de la division urbanisme de la mairie de Tremblay-en-France, 18 boulevard de l'Hôtel de Ville - 93290 Tremblay-en-France, aux jours et heures habituels d'ouverture ;
 - Au siège administratif de l'EPT Paris Terres d'Envol, 50 allée des impressionnistes - 93420 Villepinte, aux jours et heures habituels d'ouverture.
 - Sur le site internet de la ville de Tremblay-en-France : www.tremblay-en-france.fr
 - Sur le site internet de l'EPT Paris Terres d'Envol : www.paristerresdenvol.fr

- Un registre permettant à chacun de déposer ses observations et propositions sera mis à disposition :
 - A l'accueil de la division urbanisme de la mairie de Tremblay-en-France, 18 boulevard de l'Hôtel de Ville - 93290 Tremblay-en-France, aux jours et heures habituels d'ouverture ;
 - Au siège administratif de l'EPT Paris Terres d'Envol, 50 allée des impressionnistes - 93420 Villepinte, aux jours et heures habituels d'ouverture.

Chacun pourra également faire part de ses observations et propositions via une adresse électronique dédiée à la concertation, qui sera communiquée sur les sites internet de la commune de Tremblay-en-France et de l'EPT Paris Terres d'Envol cités ci-dessus.
- Un article d'information relatif à la procédure de révision allégée sera publié dans le journal municipal de la commune.
- **Précise** que les personnes publiques mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9 du code de l'urbanisme seront associées à la procédure et que le projet de révision arrêté fera l'objet d'un examen conjoint conformément à l'article L.153-34 du code de l'urbanisme.
- **Précise** que conformément à l'article L 153-11 du code de l'urbanisme la présente délibération sera notifiée aux personnes publiques associées mentionnées aux articles [L. 132-7](#) et [L. 132-9](#), et notamment :
 - Au Préfet de la Seine-Saint-Denis
 - A la Présidente du Conseil Régional
 - Au Président du Conseil Départemental
 - Aux Présidents des chambres de commerces et de l'industrie, de métiers et de l'artisanat et d'agriculture
 - A la Présidente de l'autorité organisatrice des transports
 - Au Président de la métropole du Grand Paris
- **Précise** que la présente délibération sera affichée en mairie de Tremblay-en-France et au siège de l'EPT Paris Terres d'Envol pendant un mois. Mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans deux journaux diffusés dans le département.
- **Précise** que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'autorité territoriale compétente et/ou d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Adopté à la majorité

(71 voix pour, 1 voix contre : Pierre LAPORTE,
1 abstention : Lino FERREIRA)



Le Président
Bruno BESCHIZZA